



## CCE GRDF du 9 février 2017

### Déclaration Liminaire

Mr le Président, Mmes Mrs les membres du CCE, bonjour,

Tout d'abord, la CGT tient à souhaiter, à l'occasion de la mise en place de cette nouvelle mandature, la bienvenue à l'ensemble des nouveaux élus et membres de ce Comité Central d'Entreprise.

Elus sur la base des élections du 24 Novembre 2016 qui ont vu la CGT, avec 48,92% des suffrages, confortée comme première organisation syndicale à GRDF et dans les IEG !

Malgré des résultats disparates selon les Établissements, ces élections ont massivement mobilisé les salariés, avec une participation en hausse, signe de la bonne vitalité de la démocratie dans notre secteur de l'Énergie, mais pas que ! Comme autre signe, les résultats des élections de représentativité dans les Très Petites Entreprises qui confirment la CGT comme première organisation syndicale au plan national ! Les salariés qui se sont exprimés ont choisi de légitimer le syndicalisme CGT, qui propose, conteste, revendique, lutte et négocie !!! La CGT sort confortée de cette élection, malgré les péripéties rencontrées et remercie les électeurs !

Nous profitons de l'instant pour adresser également un profond remerciement et respect aux élus qui, pour diverses raisons, ont fait le choix, contraint ou non, de quitter leur mandat et les remercier, une nouvelle fois pour le travail accompli. Aux élus CGT tout du moins pour ce que nous connaissons de leur implication. Qu'ils, elles, reçoivent ici notre salut fraternel.

Les souhaits que nous formulons pour cette nouvelle mandature pourraient être que celle-ci soit faite d'échanges cordiaux et respectueux, transparents et constructifs dans le sens de ce que sont en droit d'attendre les salariés de l'entreprise, pour les usagers et nos missions de Service Public !

Or, pour les salariés ET les agents en inactivité de Service, cette nouvelle année commence sous les plus mauvais auspices : nos chères directions entendent déposséder les bénéficiaires de leurs activités sociales, externaliser la restauration méridienne, en mettant sur la paille plusieurs centaines de salariés et leurs familles !

Si la restauration méridienne est une indéniable nécessité d'exploitation, contrairement aux autres activités de la CCAS, elle a pour particularité d'être placée sous l'autorité des employeurs des IEG.

En effet, eux seuls décident de la manière de satisfaire à leur obligation et donc d'ouvrir ou de fermer des restaurants, tandis que la CCAS, elle, est réduite à en assumer les conséquences.

Alors qu'il s'agit d'un besoin indispensable à l'efficacité des entreprises, depuis de nombreuses années celles-ci contribuent délibérément à augmenter le déficit chronique d'exploitation. Devant le refus de revaloriser leur participation forfaitaire, le montant actuel devient insuffisant pour permettre une gestion équilibrée !

De fait, pas moins de 216 Millions d'euros ces 10 dernières années ont été à la charge du 1% pour financer de la restauration méridienne à la place des employeurs. **Le fond du 1%, budget socialisé des 650 000 bénéficiaires de la CCAS ne doit pas être utilisé pour répondre aux besoins des exploitations dont les dividendes seront reversés aux actionnaires.**

**La restauration méridienne doit être financée par les employeurs et par une participation socialisée des salariés.**

Sur le devenir de nos Activités Sociales, la parodie de négociation qui a, pour l'heure, donné lieu à des propositions indécentes des employeurs, avec 22% de dotation en moins au titre du 1% entre 2013 et 2016, et une réduction de 20% des heures bénévoles par rapport à 2015 est tout simplement inacceptable !!! C'est, sans le dire ouvertement, voire en le niant, la fin annoncée de la gestion ouvrière des activités sociales porteuses de projets solidaires, émancipateurs et progressistes.

Seules, les actions et mobilisations successives des personnels des IEG ces dernières semaines, à l'initiative de la seule CGT ont permis d'ouvrir les négociations indispensables pour pérenniser les Activités Sociales afin d'obtenir les moyens d'un avenir en adéquation aux besoins des bénéficiaires que nous sommes toutes et tous.

Non satisfaites de cet oukase, avec une austérité salariale jamais vue dans nos industries depuis 1946 et la création de ces dernières, les directions ont décidé l'austérité salariale pour 2017. Avec une augmentation de 0% du SNB au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et la fiscalisation des indemnités de déplacements, cela est tout bonnement scandaleux au regard des dividendes dégagés par les salariés au SEUL bénéfice des actionnaires..... !

Que dire des pseudos négociations salariales qui se sont soldées, une nouvelle fois, par une Décision Unilatérale des Employeurs qui, pour GRDF, se traduit par -600 NR,.....

Alors que la part reversée aux actionnaires dans le domaine de l'Industrie depuis plus de 30 ans a été multipliée par 5, **concernant GRDF**, pour la seule année 2015, **sur 2,7 Milliards d'€, 2,4 Milliards sont remontés aux seuls actionnaires** et dont le principal bénéficiaire de ces dividendes est l'Etat. Ce dernier ne se satisfaisant pas de ces émoluments a récemment cédé **plus de 4% de son capital dans notre maison mère pour 1,26 Milliard d'€**, ouvrant en grand la porte à une OPA hostile qui aurait des impacts irrémédiables sur GRDF, ses salariés, son réseau et les usagers !!!

Sans compter que les 40 plus grosses sociétés qui font le CAC 40 ont versé 469 Milliards d'€ à leurs actionnaires ces dix dernières années, dont 55 Milliards pour la seule année 2016 !!!

C'est pour cela et dans la continuité de la journée d'actions du 31 Janvier dernier, que la CGT a décidé de mobiliser les salariés et de jalonner le mois de Février des « Mardis de la Colère ».

Pour faire connaître l'action des gaziers et électriciens, la fédération CGT a, ce mardi, organisé une « action phare » à la centrale thermique du Havre lors de la venue du président d'EDF, JB.LEVY, à l'occasion du 500ème anniversaire du Havre et du financement, par l'entreprise, d'une enseigne de 1 Million d'euros !!! 1 Million d'euros qui serait bien mieux investi dans les salaires et les réseaux!

**Déjà, les résultats des journées d'actions du mois de Janvier montrent une mobilisation significative à GRDF & ENEDIS.** Certes, les chiffres sont inégaux selon les unités et régions, mais nous retiendrons une forte tension perceptible en particulier dans le domaine exploitation, que ce soit dans les Directions Réseaux ou les UCF.

**La CGT considère qu'il existe donc un réel risque d'explosion sociale** sur ces populations qui sont au cœur de nos activités et de la transformation de l'entreprise. Risque pour l'entreprise, c'est certain...S'agit-il d'une chance pour les salariés pour autant? Nous ne saurions le dire et le décider à leur place, mais nous noterons que cela dépendra d'abord de la réaction de nos **directions qui doivent dégager les moyens nécessaires pour répondre aux revendications exprimées.**

**La question de l'austérité au travers des attaques sur le financement des activités sociales, une part du salaire différé des agents, et de la tartufferie récurrente des négociations salariales de Branche.** Ce sont des questions qui dépassent le périmètre de l'entreprise, soit, mais cela ne saurait la dédouaner de toute responsabilité puisque GRDF est partie intégrante de l'UFE & l'UNEMIG. Elle peut et doit donc peser sur les décisions pour infléchir ces politiques mortifères.

**Pour la CGT, en attendant votre réponse et les conclusions de ces initiatives, nous appelons le personnel à s'emparer des propositions de mobilisations qui lui sont faites, dès à présent, pour faire valoir et aboutir ses revendications. Et si ces actions devaient être accompagnées d'une reprise en main de l'outil de travail, celles-ci seraient décidées et assumées collectivement, réalisées selon les règles et en toute sécurité pour les personnes et les biens !**